

DECLARATION COMMUNE
INTERSYNDICALE CGT, UNSA, SUD RAIL, CFTD
LE MANS, le mercredi 13 octobre 2010

La journée de mobilisation interprofessionnelle du mardi 12 octobre 2010 a atteint des niveaux de participation inégalés depuis le début du processus qui s'oppose à la réforme des retraites. Le taux de grévistes dans le secteur public est équivalent ou supérieur au 7 septembre.

Dans le privé, de nouvelles entreprises sont en grève avec des taux atteignant parfois plus de 80 % ; de nombreux salariés sans organisation syndicale se sont mis en grève. Les 244 manifestations en France ont rassemblé 3,5 millions de manifestants dont 50 000 dans les rues du Mans, sans oublier les succès à Sablé, La Flèche, St Calais et Château du Loir. Ce matin, encore, de nombreux salariés ont bloqués partiellement la zone sud.

A la SNCF, le taux de grévistes est de 53,75 %. Cette mobilisation s'est traduite par une reconduction de la grève dans toutes les Assemblées générales. Sur notre Région, une mobilisation importante des cheminots avec plus de 45 % de grévistes.

Dans le même temps, nous constatons une reconduction de la grève dans d'autres professions : chimie, énergie, territoriaux, transport, Des raffineries, des ports,.... sont déjà bloqués depuis plusieurs jours.

Face à une mobilisation toujours plus importante, le gouvernement enchaîne les messages contradictoires : il y a quelques jours il prétendait avoir « fait des concessions », notamment pour les femmes. Toutes les organisations syndicales ont réaffirmé que les petites modifications apportées au projet de loi ne répondaient absolument pas au problème posé, ne réglaient en rien les inégalités subies par les femmes.

Cette diversion a échoué, changement de ton : « on ne changera rien » ...

Mais ça, on le sait depuis des semaines que le gouvernement et le patronat n'entendent pas reculer de plein gré, l'enjeu est bien de leur imposer un mouvement social d'ampleur. Les salariés doivent prolonger cette mobilisation, tenir dans l'unité syndicale des assemblées générales sur tous les lieux de travail, discuter partout, dans le privé comme dans le public, du principe des arrêts de travail, décider démocratiquement des formes assurant la permanence de l'action.

Grèves reconductibles, nouveaux débrayages, points de rencontres publics, rassemblements réguliers devant les permanences parlementaires, débats,

meetings unitaires, toutes formes d'actions innovantes et diversifiées doivent permettre d'élargir encore le mouvement

Non, il n'est pas obligatoire de travailler plus ! La vraie question est de savoir quelle proportion de la richesse collective du pays nous consacrons aux retraites : avec les centaines de milliards donnés aux banquiers, aux actionnaires, aux rentiers (paquet fiscal, niches fiscales, exonérations de cotisations sociales, etc.), il y a largement de quoi assurer l'avenir du régime de retraite par répartition et satisfaire les revendications syndicales sur la diminution de la pénibilité du travail, sa compensation, une véritable égalité entre hommes et femmes, etc. !

Nous sommes tous concernés !

La contre-réforme s'applique à tous les salariés : régime général, régime de la Fonction publique, régimes spéciaux. Il est donc normal de lutter tous ensemble. La, mobilisation s'enracine dans tout le pays. Il est urgent à ce que le gouvernement ouvre un large débat en acceptant d'étudier les propositions alternatives des organisations syndicales.

Des secteurs ont décidé la reconduction du mouvement, d'autres pourraient nous rejoindre : organisons nous ensemble, pour élargir le mouvement dans le cadre interprofessionnel !

Enfin, nous devons dès à présent travailler à la réussite de la nouvelle journée de mobilisation unitaire et interprofessionnelle du **samedi 16 septembre**.

Nous sommes engagés dans une lutte déterminante pour l'ensemble des salariés....**SOYONS CERTAINS QUE LA VICTOIRE EST POSSIBLE ET QU'ELLE DEPEND DE NOTRE IMPLICATION A TOUS !!!**